ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 avril 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la comptabilité et aux comptes annuels des organismes de placement collectif", a donné le 14 juin 1993 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 april 1993 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "op de boekhouding en de jaarrekening van de instellingen voor collectieve belegging", heeft op 14 juni 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

La société d'investissement à capital variable, dénommée "Sicav", est, conformément à l'article 114 de la loi du 4 décembre 1990, constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions.

Les Sicav sont donc des sociétés à forme commerciale visées comme telles à l'article 1er, alinéa 1er, 2°, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, dont les dispositions leur sont dès lors applicables.

Selon l'exposé général figurant dans le rapport au Roi, le projet trouverait son fondement légal particulier, s'agissant de la comptabilité et des comptes annuels des Sicav, dans l'article 11, 2°, de la loi du 17 juillet 1975, que vise d'ailleurs le préambule du projet et qui habilite le Roi à adapter et à compléter les règles arrêtées en application de l'article 4, alinéa 6, de l'article 7, alinéa 4, et des articles 10 et 11, 1°, de la loi, selon les branches d'activités ou secteurs économiques.

Dans cette mesure, le projet devrait toutefois être délibéré en Conseil des ministres, conformément à l'article 13, alinéa 1er, de la loi du 17 juillet 1975 précitée; il ne ressort cependant ni des documents transmis ni du préambule du projet que cette formalité aurait été accomplie. Il convient qu'elle le soit avant que le projet d'arrêté royal ne soit adopté.

C’est sous cette réserve que le présent avis est donné.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Selon l’article 1er du projet et le commentaire qu’y consacre le rapport au Roi, les dispositions du projet ne trouveront à s’appliquer qu’à certains organismes de placement collectif.

Il s’agit plus particulièrement des organismes de placement belges de la catégorie visée à l’article 108, alinéa 1er, 1○, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, remplacé par la loi du 5 août 1992, dénommés "organismes de placement à nombre variable de parts" (voir également l’article 110), qui investissent dans les catégories de placements autorisés visées à l’article 122, § 1er, alinéa 1er, 1○ et 2○, de la loi du 4 décembre 1990, entre autres les placements répondant aux conditions prévues par la directive, les valeurs mobilières et les liquidités.

Pour mieux traduire la portée du projet, l’intitulé doit être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la comptabilité et aux comptes annuels de certains organismes de placement à nombre variable de parts".

PREAMBULE.

1. Il y a lieu d'intervertir les alinéas 1er et 2, afin de viser les lois dans l'ordre chronologique.

L'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 17 juillet 1975 relative ..., notamment l'article 1er, alinéa 1er, 2°, modifié par la loi du 12 juillet 1989, et l'article 11, 2°, modifié par la loi du 1er juillet 1983;".

A l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, il convient de viser en particulier l'article 111 de la loi du 4 décembre 1990, afin de faire apparaître que l'arrêté en projet ne met en oeuvre qu'une partie de ladite loi, c'est-à-dire plus spécialement à l'égard de certains des fonds de placement de droit belge. La fin de cet alinéa doit, dès lors, être rédigée comme suit : "... notamment l'article 111, modifié par la loi du 5 août 1992, et l'article 129, § 2;".

2. L'alinéa 6 doit être complété par les mots "notamment l'article 29 et, dans l'annexe, le schéma B;".

3. Il est d'usage que les ministres proposant un arrêté le contresignent.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il y a lieu de supprimer les mots "tels que".

Article 2.

Pour mieux souligner le caractère personnel de la responsabilité pénale et compte tenu du libellé de l'article 4 du projet, il est proposé de rédiger la fin de l'article comme suit : "... sont applicables à la comptabilité des fonds de placement définis à l'article 111 de la loi du 4 décembre 1990".

Article 3.

En conformité avec le texte proposé pour l'article 2, l'article 3 doit être rédigé comme suit :

"Lorsqu'un organisme de placement comprend plusieurs compartiments, la comptabilité de chacun d'eux est tenue séparément, en respectant les dispositions du présent arrêté".

Article 4.

L'article serait rédigé plus correctement comme suit :

"La comptabilité de l'organisme de placement est établie de manière :

1° à tenir, chaque jour où l'émission ou le rachat (1) de parts ont lieu, un inventaire permanent de l'ensemble des avoirs, droits, opérations en cours, obligations, engagements et dettes, ainsi que du nombre de parts en circulation, et à y constater la valeur du patrimoine en capital et en résultat;

2° à enregistrer, le jour même où elles sont conclues, toutes les opérations et, en particulier, celles relatives à la gestion du patrimoine, ainsi que les calculs de prorata de revenus;

3° à enregistrer, le jour même où elles sont décidées, les adaptations, en fonction de leur valeur marchande, de la valeur comptable des éléments du patrimoine;

4° à faire apparaître directement la valeur d'inventaire à laquelle les parts sont émises et rachetées".

Article 5.

Compte tenu de la rédaction proposée pour l'article 4, l'article 5 doit être omis comme étant surabondant.

La numérotation des articles doit être adaptée en conséquence, de même que les références internes.

---

(1) Terme utilisé dans la loi.

Article 6.

Il y a lieu de remplacer les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 18" par les mots "Sous réserve de l'article 18".

Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La fin de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit : "... dans la valeur des parts en proportion du temps couru de l'exercice pendant lequel ces éléments sont détenus".

De même, mieux vaut écrire, à la fin de l'alinéa 3, "dans la valeur des parts en proportion du temps couru de l'exercice", et, à la fin de la première phrase de l'alinéa 5, "... dans les comptes en proportion du temps couru de l'exercice".

La fin de l'alinéa 4 serait mieux rédigée comme suit : "... sont immédiatement et entièrement intégrés dans le compte de résultats".

Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé ainsi qu'il est porposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Mieux vaut écrire, à l'alinéa 1er, "... s'appliquent à toute évaluation des éléments figurant dans l'inventaire permanent, visés à l'article 4 ... (la suite comme au projet)".

A la fin de l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "actées" par le mot "inscrites".

La même observation vaut pour l'article 15, § 5, et pour l'article 16, alinéa 3.

Article 10.

Au début de l'article, il y a lieu de supprimer les mots "Dans le respect des règles prévues par le présent arrêté".

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel peut être "l'organe d'administration" d'un organisme de placement non personnalisé. L'auteur du projet doit préciser son intention sur ce point.

L'observation vaut également pour l'article 11, §§ 2 et 3, et pour l'article 12, alinéa 1er.

Dans le texte néerlandais, le mot "rechten" doit être remplacé par le mot "vorderingen".

Article 11.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'article utilise les termes de "marché organisé", "marché de gré à gré", "marché réglementé", "mainteneurs de marché" ainsi que d'"établissements financiers tiers".

Il convient que ces termes soient définis dans le projet ou, à tout le moins, dans le rapport au Roi.

3. L’alinéa 2, b, serait rédigé avec plus de précision comme suit :

"b) que les valeurs mobilières ou instruments financiers puissent, eu égard aux quantités détenues et aux volumes régulièrement traités sur le marché, être considérés comme réalisables en tout temps sans incidence significative sur les cours".

4. La fin du paragraphe 2 du texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

A l’alinéa 1er, il y a lieu d’écrire : "Les décisions prises en exécution des règles énoncées aux articles ... sont consignées par ...".

Dans la deuxième phrase du même alinéa, de l’accord du délégué du Ministre, il faut remplacer le mot "résumées" par le mot "reproduites".

L’alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Les décisions visées à l’alinéa 1er doivent être identiques d’un exercice à l’autre. Elles ne peuvent être modifiées que pour des raisons fondées".

De l’accord du délégué du Ministre, ces décisions doivent être consignées dans le procès-verbal de la séance du conseil d’administration. Les modifications et la motivation de celles-ci doivent être consignées de la même manière.

Article 13.

1. Au début du paragraphe 1er, mieux vaudrait écrire : "Sous réserve de l’intégration des intérêts courus visée à ...".

La même observation vaut pour l’article 15, § 2.

Au même paragraphe 1er, alinéa 1er, il est prévu que les avoirs à vue et les engagements en compte courant peuvent faire l’objet de réductions de valeur.

Aussi longtemps que les avoirs à vue sur un établissement de crédit ont ce caractère de disponibilité immédiate qui les caractérise, on ne voit pas la raison de pratiquer une réduction de valeur.

Une telle réduction est encore moins concevable à propos des engagements qu’un organisme de placement a vis-à-vis d’un établissement de crédit.

De l’accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d’omettre les mots "et des réductions de valeur y afférentes".

Au paragraphe 1er, alinéa 3, du texte néerlandais, le mot "gelopen" devrait être remplacé par le mot "opgelopen".

2. Les réductions de valeur visées au paragraphe 2, alinéa 2, in fine, ne sont pas afférentes aux remboursements mais bien à la valeur nominale des créances et des dettes à terme.

Le texte serait donc rédigé plus clairement comme suit :

"... déduction faite des réductions de valeur qui leur ont été appliquées et des remboursements intervenus".

Articles 14 et 15.

Il convient de remplacer, dans le texte français, le mot "titres" par les mots "valeurs mobilières". En effet, le titre n'est que l'écrit qui constate matériellement l'existence d'un droit. Ce qui en français est le titre d'une créance n'a pas de valeur intrinsèque; il n'a que valeur de preuve (2).

L'observation vaut pour la suite du projet ainsi que pour l'annexe.

---

(2) Voyez l'article 1335 du Code civil.

Article 14.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Tel que l'article 14 est rédigé, le paragraphe 2 paraît concerner l'opération visée au paragraphe 1er.

Si telle n'était pas l'intention de l'auteur du projet - ce que le rapport au Roi ne permet pas de déterminer -, il conviendrait de revoir la rédaction du paragraphe 2 et d'écrire au début du paragraphe 1er, dans le texte néerlandais, "Voor de toepassing van deze paragraaf".

Par ailleurs, le texte néerlandais de la troisième phrase du paragraphe 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 3, alinéa 1er, il faut écrire "... les montants qui résultent de la différence ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

1. Au début du paragraphe 2, il convient d'écrire "Sous réserve du paragraphe 4".

2. A l'alinéa 2, il faut supprimer les mots "repris ci-dessous" et ajouter les mots "en distinguant :" après les mots "ou en perte d'activité de change".

Dans le texte néerlandais du a, il y a lieu d'écrire "verhouding" au lieu de "prorata".

3. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Les reports et déports relatifs aux opérations de change à terme visées à l'alinéa 2, c, sont imputés, pour le temps couru des opérations, comme produits ... (la suite comme au projet)".

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18.

Les articles cités de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 qui sont rendus applicables aux organismes de placement contiennent des renvois aux articles 15, 28, § 3, 29, § 2, et 31, alinéas 2, 3 et 4, du même arrêté.

Il convient donc de viser également ces articles.

De plus, l'arrêté royal du 8 octobre 1976 doit être cité avec son intitulé, qui est le suivant : "relatif aux comptes annuels des entreprises", de sorte que l'article 18 doit être rédigé comme suit :

"Article 18.-

Les articles 12, 13, 15, 18, alinéa 1er, 19, 28, § 3, 29, § 2, et 31, alinéas 2, 3 et 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises sont applicables aux organismes de placement".

Chapitre IV.

Le chapitre contenant les articles 19 à 27 a été numéroté erronément chapitre V.

Article 20.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21.

Au paragraphe 3, il faut écrire "Les plus-values et moins-values".

Article 22.

A l'alinéa 1er, le mot "conçu" doit être remplacé par le mot "établi" et il faut écrire "l'annexe" et non "l'annexe I".

Article 23.

Dans le texte néerlandais, le mot "voorzien" devrait être remplacé par le mot "bepaald".

Article 25.

Le texte néerlandais des paragraphes 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans le texte néerlandais du présent avis.

Article 26.

L’article doit être rédigé comme suit :

"Les comptes annuels des fonds de placement sont, ..., déposés à la Banque Nationale de Belgique, qui en délivre copie conformément à l’article 177bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 27 (3).

Suivant l’article 129, § 2, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers,

> "§ 2. Le Roi fixe les règles selon lesquelles les fonds de placement tiennent leur comptabilité, procèdent aux évaluations d’inventaire et établissent et publient leurs comptes annuels".

L’alinéa 2 de l’article 27 doit donc être rédigé comme suit :

"La comptabilité des fonds de placement est tenue et publiée de la même manière que celle des sociétés commerciales".

---

(3) numéroté erronément 28 dans le texte français.

En effet, il résulte du livre III, titre premier, chapitre premier, de la loi du 4 décembre 1990 que la société d'investissement à capital variable est soumise aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans qu'il soit dérogé à l'article 80 de celles-ci.

Chapitre V.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

L'article 28 contient des dispositions modificatives qu'il serait préférable de faire figurer dans un article distinct précédant directement l'article 30 actuel fixant vigueur.

Cet article distinct devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 30.-

§ 1er. A l'article 29 de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1er, les mots "ou un état du patrimoine" sont supprimés;

2° dans le paragraphe 2, les mots "les renseignements prévus aux chapitres I à IV" sont remplacés par les mots "les renseignements prévus aux chapitres Ier, a et b, et II à IV".

§ 2. Au schéma B figurant à l'annexe du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le chapitre I est remplacé par le chapitre suivant :

"I. Comptes annuels/semestriels ... (la suite comme à l'article 28, § 2, alinéa 2, du projet)";

2° le chapitre V est abrogé".

L'article 28 du projet, où ne subsisteraient plus que les dispositions autonomes, devrait être rédigé comme suit :

"L'article 29 de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, ainsi que le schéma B de son annexe, sont applicables.

Outre les éléments mentionnés à l'article 29 précité, les rapports annuels et semestriels doivent toutefois décrire la politique suivie ... (la suite comme à l'article 28, § 4, du projet)".

ANNEXE.

1. Le texte néerlandais de l’intitulé de l’annexe devrait être rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. En ce qui concerne le texte néerlandais de l’annexe, il doit être tenu compte des propositions de texte faites au sujet du projet d’arrêté royal.

3. Au chapitre II, section 1, E, alinéa 3, il faut écrire in fine "... ventilés selon qu’il s’agit d’opérations d’achat ou d’opérations de vente".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

De beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal, "Bevek" genaamd, wordt overeenkomstig artikel 114 van de wet van 4 december 1990 opgericht als naamloze vennootschap of als commanditaire vennootschap op aandelen.

Beveks zijn dus vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, waarvan de bepalingen derhalve op hen van toepassing zijn.

Aangezien het ontwerp betrekking heeft op de boekhouding en de jaarrekening van de Beveks, zou het volgens de algemene uiteenzetting in het verslag aan de Koning zijn bijzondere rechtsgrond vinden in artikel 11, 2°, van de wet van 17 juli 1975, waarnaar trouwens wordt verwezen in de aanhef van het ontwerp en dat de Koning machtigt om de door Hem op grond van de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, 1°, van de wet gestelde regels aan te passen en aan te vullen naar gelang van de bedrijfstakken of economische sectoren.

In dat opzicht zou over dat ontwerp echter overleg moeten worden gepleegd in de Ministerraad, overeenkomstig artikel 13, eerste lid, van de voormelde wet van 17 juli 1975; noch uit de toegezonden stukken noch uit de aanhef van het ontwerp blijkt evenwel dat aan dat vormvoorschrift is voldaan. Dat behoort te geschieden vooraleer het ontwerp van koninklijk besluit wordt goedgekeurd.

Het is onder dat voorbehoud dat dit advies wordt verstrekt.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Volgens artikel 1 van het ontwerp en de desbetreffende commentaar in het verslag aan de Koning zijn de ontworpen bepalingen alleen van toepassing op bepaalde instellingen voor collectieve belegging.

Het gaat meer bepaald om de Belgische beleggingsinstellingen van de categorie die wordt bedoeld in het bij de wet van 5 augustus 1992 vervangen artikel 108, eerste lid, 1°, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, "de beleggingsinstellingen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming" genaamd (zie ook artikel 110), die investeren in de in artikel 122, § 1, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 4 december 1990 bedoelde categorieën van toegelaten beleggingen, onder meer de beleggingen die voldoen aan de voorwaarden van de richtlijn, de effecten en de liquide middelen.

Om de strekking van het ontwerp beter weer te geven, behoort het opschrift te worden gesteld als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de boekhouding en de jaarrekening van bepaalde beleggingsinstellingen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming".

AANHEF.

1. De volgorde van het eerste en het tweede lid dient omgekeerd te worden, zodat de wetten in tijdsorde worden vermeld.

Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, behoort te worden gesteld als volgt :

"Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 1, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1989, en op artikel 11, 2°, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983;".

In het eerste lid, dat het tweede lid wordt, behoort inzonderheid te worden verwezen naar artikel 111 van de wet van 4 december 1990, opdat tot uiting zou komen dat het ontworpen besluit slechts uitvoering geeft aan een deel van voornoemde wet, meer bepaald het deel over bepaalde Belgische beleggingsinstellingen. Het slot van dat lid behoort derhalve te worden gesteld als volgt : "... inzonderheid op artikel 111, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, en op artikel 129, § 2";

2. Het zesde lid behoort te worden aangevuld met de woorden : "inzonderheid op artikel 29 en, in de bijlage, op schema B;".

3. Het is gebruikelijk dat de ministers een door hen voorgedragen besluit medeondertekenen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Men schrijve : "... de beleggingsinstellingen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming, omschreven in de artikelen ...".

Artikel 2.

Om duidelijker te onderstrepen dat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid persoonlijk van aard is en gelet op de formulering van artikel 4 van het ontwerp, wordt voorgesteld het slot van het artikel te stellen als volgt : "... worden van toepassing verklaard op de boekhouding van de beleggingsfondsen omschreven in artikel 111 van de wet van 4 december 1990".

Artikel 3.

Overeenkomstig de tekst voorgesteld voor artikel 2, behoort artikel 3 te worden gesteld als volgt :

"Wanneer een beleggingsinstelling verschillende compartimenten omvat, wordt voor elk van hen een afzonderlijke boekhouding gevoerd, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit".

Artikel 4.

Het zou juister zijn het artikel te stellen als volgt :

"De boekhouding van de beleggingsinstelling wordt derwijze opgemaakt dat :

1° elke dag dat rechten van deelneming worden uitgegeven of ingekocht (4), een permanente inventaris wordt opgemaakt van alle bezittingen, vorderingen, lopende verrichtingen, verplichtingen en schulden, alsook van het aantal rechten van deelneming die in omloop zijn, en daarin de waarde van het vermogen in kapitaal en in resultaat wordt vastgesteld;

2° de dag zelf waarop zij plaatshebben, boek wordt gehouden van alle verrichtingen en, in het bijzonder, van de verrichtingen die betrekking hebben op het vermogensbeheer, alsook van de berekeningen van de evenredige delen van de opbrengsten;

---

(4) Term uit de wet.

3° de dag zelf waarop de aanpassingen plaatshebben, boek wordt gehouden van de manier waarop de boekwaarde van de vermogensbestanddelen op grond van hun handelswaarde wordt aangepast;

4° dadelijk tot uiting komt tegen welke inventariswaarde de rechten van deelneming worden uitgegeven of ingekocht".

Artikel 5.

Gelet op de voor artikel 4 voorgestelde redactie moet artikel 5 als overbodig vervallen.

De nummering van de artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast, alsook de interne verwijzingen.

Artikel 6.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 18" behoren te worden vervangen door de woorden "Onder voorbehoud van artikel 18". Voorts zou het beter zijn artikel 6 te stellen als volgt :

"Onder voorbehoud van artikel 18 kan de beleggingsinstelling ervoor opteren de wijzigingen in de permanente inventaris die voortvloeien uit de waardering bedoeld in ... op te nemen in gezamenlijke rekeningen door middel van gezamenlijke boekingen, zodat bij elke waardering het totaal van de waardewijzigingen per categorie van vermogensbestanddelen in de boekhouding tot uiting komt. Die mogelijkheid geldt niet op de data van jaar- of halfjaarafsluiting".

Artikel 7.

Het zou beter zijn het eerste lid te stellen als volgt :

"De beleggingsinstelling behoort, elke dag dat rechten van deelneming worden uitgegeven of ingekocht, rekening te houden met de kosten en opbrengsten die gekend zijn of voldoende nauwkeurig geraamd kunnen worden".

Het zou beter zijn het slot van het tweede lid te stellen als volgt : "... vastrentende vermogensbestanddelen worden tot uiting gebracht in de waarde van de rechten van deelneming naarmate het boekjaar waarin die bestanddelen in bezit worden gehouden, vordert".

Evenzo schrijve men aan het slot van het derde lid : "... worden tot uiting gebracht in de waarde van de rechten van deelneming naarmate het boekjaar vordert".

Het zou beter zijn het slot van het vierde lid te stellen als volgt : "... worden onmiddellijk en volledig opgenomen in de resultatenrekening".

Het zou beter zijn het vijfde lid te stellen als volgt :

"De voorzieningen voor risico’s en kosten worden vastgelegd naarmate het boekjaar vordert. Zij behoren vermeld en verklaard te worden in het eerstvolgende periodieke verslag na de beslissing tot vastlegging ervan".

Artikel 8.

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "de artikelen" in plaats van "de artikels", alsook "worden de activabestanddelen" in plaats van "wordt elk actiefbestanddeel".

Artikel 9.

Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven "... zijn van toepassing op elke waardering van de in artikel 4 bedoelde bestanddelen van de permanente inventaris en ... van de halfjaarrekening".

In het tweede lid schrijve men "de bedoelde vermogensbestanddelen" in plaats van "de betreffende vermogensbestanddelen". Aan het slot van dat lid vervange men het woord "geboekt" door het woord "ingeschreven". Deze laatste opmerking geldt ook voor artikel 15, § 5, en voor artikel 16, derde lid.

Artikel 10.

Aan het begin van het artikel behoren de woorden "Met eerbiediging van de regels vervat in dit besluit", te vervallen.

Het is de Raad van State voorts niet duidelijk wat het "bestuursorgaan" van een beleggingsinstelling zonder

rechtspersoonlijkheid kan zijn. De steller van het ontwerp behoort zijn bedoeling dienaangaande te verduidelijken.

De opmerking geldt ook voor artikel 11, §§ 2 en 3, en voor artikel 12, eerste lid.

Voorts schrijve men "vorderingen" in plaats van "rechten".

Artikel 11.

1. Paragraaf 1, eerste lid, behoort te worden gesteld als volgt :

"Indien er voor een vermogensbestanddeel een liquide markt bestaat, komt de op die markt gevormde waarde van het vermogensbestanddeel in aanmerking voor de waardering op balansdatum.

2. In het artikel worden de termen "georganiseerde markt", "onderhandse markt", "gereglementeerde markt", "markthouders" alsook "derde financiële instellingen" gebruikt.

Die termen behoren in het ontwerp of, ten minste, in het verslag aan de Koning, te worden omschreven.

3. Het tweede lid, b, zou duidelijker zijn als volgt :

"b) er kan worden vanuit gegaan dat de effecten of financiële instrumenten, rekening houdend met de in bezit gehouden hoeveelheden en de op de markt regelmatig verhandelde volumes, steeds te gelde kunnen worden gemaakt zonder belangrijke invloed op de koersen".

4. Aan het slot van paragraaf 2 schrijve men "... meer representatieve waarde in aanmerking wordt genomen, mits elk geval speciaal wordt gerechtvaardigd in de toelichting bij de jaarrekening".

Artikel 12.

In het eerste lid behoort te worden geschreven : "De beslissingen in uitvoering van de regels waarvan sprake in de artikelen 10, 11 en 18 worden ...".

In de tweede zin van hetzelfde lid behoort het woord "samengevat" te worden vervangen door het woord "overgenomen". De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

Het tweede lid behoort te worden gesteld als volgt :

"De in het eerste lid bedoelde beslissingen moeten gelijk zijn van boekjaar tot boekjaar. Zij mogen alleen worden gewijzigd om gegronde redenen".

Die beslissingen moeten worden vastgelegd in de notulen van de vergadering van de raad van bestuur. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens. De wijzigingen en de motivering ervan moeten op dezelfde manier worden vastgelegd.

Artikel 13.

1. Aan het begin van paragraaf 1 zou het beter zijn te schrijven :

"Onder voorbehoud van de opneming van de opgelopen interesten bedoeld in artikel 7, tweede lid, ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15, § 2.

In diezelfde paragraaf 1, eerste lid, wordt bepaald dat waardeverminderingen kunnen worden afgetrokken van de tegoeden op zicht en de verplichtingen in rekening-courant.

Zolang de tegoeden op zicht op een kredietinstelling onmiddellijk beschikbaar blijven, wat een kenmerkende eigenschap is, is het niet duidelijk waarom een waardevermindering zou worden toegepast.

Zo'n vermindering is nog minder te verdedigen voor de verplichtingen van een beleggingsinstelling tegenover een kredietinstelling.

De woorden "en de desbetreffende waardeverminderingen" behoren te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "opgelopen, niet-vervallen rente" in plaats van "gelopen, niet-vervallen rente".

2. De waardeverminderingen bedoeld in het slot van paragraaf 2, tweede lid, hebben geen betrekking op de terugbetalingen, maar wel op de nominale waarde van de vorderingen en schulden op termijn.

Het zou dus duidelijker zijn de tekst te stellen als volgt :

"... na aftrek van de daarop toegepaste waardeverminderingen en van de verrichte terugbetalingen".

Artikelen 14 en 15.

In de Franse tekst behoort het woord "titres" vervangen te worden door de woorden "valeurs mobilières". Onder het woord "titre" wordt in het Frans immers alleen het geschreven stuk verstaan dat het bestaan van een recht materieel vaststelt. Wat in het Frans "titre d'une créance" heet, heeft geen intrinsieke waarde, doch slechts bewijswaarde (5).

(5) Zie artikel 1335 van het Burgerlijk Wetboek.

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp, alsook voor de bijlage.

Artikel 14.

In het eerste lid van paragraaf 1 schrijve men : "... waarbij activa contant worden gekocht of verkocht, waarbij de betrokken partijen tevens de verbintenis aangaan deze activa op termijn terug te kopen, ongeacht de overeengekomen regelingen inzake prijs of datum".

De tweede volzin van het tweede lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd : "De vordering of verbintenis als gevolg van terugkoop op termijn wordt in de posten buiten balans opgenomen en ...".

In de derde volzin van datzelfde lid vervange men de woorden "middels prorata temporis" door de woorden "pro rata temporis".

In de huidige lezing van artikel 14 lijkt paragraaf 2 betrekking te hebben op de verrichting omschreven in paragraaf 1.

Indien zulks niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp - wat niet kan worden opgemaakt uit het verslag aan de Koning -, moet de redactie van paragraaf 2 worden herzien en moet aan het begin van paragraaf 1 worden geschreven : "Voor de toepassing van deze paragraaf".

Voort zou het beter zijn de derde volzin van paragraaf 2 als volgt te stellen : "De opbrengsten worden gespreid over de looptijd ... opgenomen".

Artikel 15.

In paragraaf 2 schrijve men : "Onder voorbehoud van de opneming van de opgelopen interesten bedoeld ...".

In diezelfde paragraaf 2 vervange men het woord "minwaarden" door "minderwaarden". Deze opmerking geldt overigens voor het gehele ontwerp.

In het eerste lid van paragraaf 3 schrijve men : "... de bedragen die het verschil zijn van beide rendementen in de resultatenrekening opgenomen in de post II.B.1. ...".

In het tweede lid van diezelfde paragraaf schrijve men "betrokken" in plaats van "betreffende". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, § 2. Voorts schrijve men "halfjaarrekening" in plaats van "half-jaarrekening". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 17.

1. Aan het begin van paragraaf 2 moet worden geschreven : "Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 4".

2. In het tweede lid van diezelfde paragraaf moeten de woorden ", hieronder vermeld," vervallen en moeten na de woorden "van het wisselbedrijf" de woorden "waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen" worden toegevoegd.

In a schrijve men "verhouding" in plaats van "prorata".

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"Het report of deport betreffende de termijnwisselverrichtingen bedoeld in het tweede lid, c, wordt over de looptijd van de verrichtingen aangerekend als verrichtingen ... interesten als gevolg van ontleningen".

4. In het vierde lid schrijve men : "... kan beslissen de in het tweede lid bedoelde splitsing per munt ...".

Artikel 18.

De aangehaalde artikelen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 die van toepassing worden verklaard op de beleggingsinstellingen, bevatten verwijzingen naar de artikelen 15, 28, § 3, 29, § 2, en 31, tweede, derde en vierde lid, van hetzelfde besluit.

Er behoort dus ook naar die artikelen te worden verwezen.

Tevens moet ook het opschrift van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 worden vermeld, zodat artikel 18 als volgt moet worden gesteld :

"Artikel 18.-

De artikelen 12, 13, 15, 18, eerste lid, 19, 28, § 3, 29, § 2, en 31, tweede, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen zijn van toepassing op de beleggingsinstellingen".

Hoofdstuk IV.

Het hoofdstuk dat de artikelen 19 tot 27 bevat, is verkeerdelijk hoofdstuk V genummerd.

Artikel 20.

Het zou beter zijn de woorden "positie" en "evenals" respectievelijk te vervangen door de woorden "toestand" en "alsook". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 21.

In paragraaf 3 schrijve men : "De vastgestelde, al dan niet gemaakte meerwaarden en minderwaarden worden per saldo in de resultatenrekening vermeld voor iedere categorie van vermogensbestanddelen bepaald in het schema gevoegd bij dit koninklijk besluit".

Artikel 22.

In het eerste lid schrijve men :

"Het rekeningstelsel van de beleggingsinstelling moet aldus worden vastgelegd of aangepast dat de balans en de resultatenrekening vastgesteld in de bijlage bij dit besluit ..." (en niet "bijlage I").

Artikel 23.

Men vervange het woord "voorzien" door het woord "bepaald".

Artikel 25.

Het zou beter zijn de tweede volzin van paragraaf 1 als volgt te stellen : "De rekeningen vermelden dit uitdrukkelijk".

In paragraaf 2, eerste lid, eerste volzin, schrijve men : "In afwijking van § 1 moeten de beleggingsinstellingen waarvan de rechten van deelneming in een vreemde munt zijn uitgedrukt, hun jaarrekening in die munt overleggen".

In het tweede lid vervange men het woord "luiden" door de woorden "worden uitgedrukt".

Artikel 26.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"De jaarrekening van de beleggingsfondsen wordt ... neergelegd bij de Nationale Bank van België, die overeenkomstig artikel 177bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een afschrift ervan afgeeft".

Artikel 27 (6).

Artikel 129, § 2, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten schrijft voor :

> "§ 2. De Koning bepaalt volgens welke regels de beleggingsfondsen hun boekhouding voeren, inventarisramingen verrichten en hun jaarrekening opstellen en openbaar maken".

---

(6) In de Franse tekst verkeerd genummerd als artikel 28.

Derhalve moet het tweede lid van artikel 27 als volgt worden gesteld :

"De boekhouding van de beleggingsfondsen wordt gevoerd en bekendgemaakt op dezelfde wijze als die van de handelsvennootschappen".

Uit boek III, titel I, hoofdstuk I, van de wet van 4 december 1990 blijkt immers dat op de beleggingsvennootschappen met veranderlijk kapitaal de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen van toepassing zijn, zonder dat wordt afgeweken van het bepaalde in artikel 80 van die gecoördineerde wetten.

Hoofdstuk V.

Het opschrift moet als volgt luiden : "Diverse bepalingen en overgangsbepalingen".

Artikel 28.

Artikel 28 bevat wijzigingsbepalingen die beter worden opgenomen in een onderscheiden artikel dat onmiddellijk voorafgaat aan het huidige artikel 30 dat de inwerkingtreding regelt.

Dit onderscheiden artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Artikel 30.-

§ 1. In artikel 29 van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "of een vermogensstaat" geschrapt;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "de in de hoofdstukken I tot IV van het bij dit besluit gevoegde schema B opgenomen inlichtingen" vervangen door de woorden "de inlichtingen opgenomen in de hoofdstukken I, a en b, en II tot IV van het bij dit besluit gevoegde schema B".

§ 2. In het schema B dat als bijlage gaat bij ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° hoofdstuk I wordt vervangen door het volgende hoofdstuk :

"I. Jaarrekening/halfjaarrekening ... (voorts zoals in artikel 28, § 2, tweede lid, van het ontwerp)";

2° hoofdstuk V wordt opgeheven".

Artikel 28 van het ontwerp, waarin alleen nog zelfstandige bepalingen voorkomen, behoort als volgt te worden gesteld :

"Artikel 29 van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging, alsmede het schema B van de bijlage bij dit besluit, zijn van toepassing.

Naast de gegevens vermeld in voornoemd artikel 29 moet het jaarverslag en het halfjaarverslag evenwel een uiteenzetting bevatten van het gevolgde beleid ... (voorts zoals in artikel 28, § 4, van het ontwerp)".

BIJLAGE.

1. Men schrijve in het opschrift : "Bijlage bij het koninklijk besluit betreffende de boekhouding ...".

2. In de bijlage moet rekening worden gehouden met de tekstvoorstellen gemaakt in verband met het koninklijk besluit. Zo schrijve men bijvoorbeeld "Op te nemen kosten" in plaats van "Toe te rekenen kosten" (hoofdstuk I, deel 1, VI, c), "Posten buiten balans" in plaats van "Posten buiten-balanstelling" (hoofdstuk I, deel 2), enz.

3. In hoofdstuk II, deel 1, E, derde lid, schrijve men aan het eind : "... uitgesplitst naargelang het om koop- of verkoopverrichtingen gaat".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY, greffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire ad-joint.

LE GREFFIER,

R. DEROY.

De Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.